

Si ce message ne s'affiche pas correctement, [cliquez ici](#)

Convictions

Bulletin de l'Association

MichelROCARD.org**N° 90 - SEPTEMBRE 2026**

Éditorial

Une affaire de circonstances

C'est un épisode passé sous les radars du deuxième septennat de François Mitterrand qu'évoque Patrice Duhamel dans *Le crépuscule des Dieux* (Éditions de l'Observatoire, 2026) l'ouvrage qu'il vient de consacrer au rapport des présidents à la maladie et à la façon dont De Gaulle, Pompidou, Mitterrand et Chirac ont géré à la fois la dissimulation de leur mal et l'impact qu'il avait sur l'exercice de leur fonction.



Nous sommes fin juillet 1990. Décelé en novembre 1981 et soigné selon un protocole innovant, le cancer de la prostate de François Mitterrand a connu entre 1983 et 1989 une stabilisation déjouant les plus sombres pronostics, ce qui lui a permis de mener une nouvelle campagne présidentielle en 1988 sans accroc majeur. Mais en 1990, la maladie se fait de nouveau agressive, au point qu'en juin, il demande au docteur Gubler de préparer un communiqué dans l'hypothèse où il déciderait de partir en août... Fin juillet, les douleurs s'aggravent au point qu'il a dû être rapatrié en urgence à Paris par hélicoptère, depuis Gordes, où il se trouvait en vacances. Et là, le 28 juillet 1990, raconte Patrice Duhamel en s'appuyant sur le témoignage de Laure Adler dans *François Mitterrand. Journées particulières* (Flammarion, 2015), « il a rédigé sa lettre de démission – la seule qu'il écrira en deux septennats -, convoque Michel Charasse et la lui confie afin qu'elle soit communiquée à l'AFP dans les plus brefs délais. » Laure Adler évoque dans son récit, outre les douleurs physiques aiguës, les ressorts psychologiques qui peuvent avoir provoqué cette étonnante décision.

Elle ajoute que « *Michel Charasse s'oppose à la communication de cette lettre de démission et adjure le chef de l'Etat de réfléchir* ». Cinq jours plus tard, l'invasion du Koweït par Saddam Hussein change la donne et désormais, durer au pouvoir plus longtemps que le général de Gaulle deviendra le défi que François Mitterrand s'imposera à lui-même.

A la lecture de ces témoignages, on ne peut s'empêcher de songer à ce qu'il serait advenu si Charasse avait exécuté sans discussion les instructions du chef de l'Etat et que la démission soit devenue effective. A l'été 1990, Michel Rocard, Premier ministre, était au zénith de sa popularité. Au sein du Parti socialiste, fragilisé par le congrès de Rennes qui avait vu l'éclatement du camp mitterrandiste entre Jospin et Fabius, il n'aurait pas eu de compétiteur sérieux. La droite était toujours divisée et concurrencée par le Front national. Une page différente de l'histoire de la gauche socialiste aurait donc pu s'écrire.

Mais l'histoire a continué son chemin, et ces évocations nous rappellent qu'elle est d'abord affaire de circonstances et qu'elle ne repasse jamais les plats...

Échos

Décès de François Patriat

Nous avons appris avec tristesse le décès, à l'âge de 83 ans, de François Patriat, ancien ministre et sénateur de la Côte d'Or. Jeune vétérinaire, il rejoint le Parti socialiste en 1974, et dans ces années marquées par la rivalité entre Michel Rocard et François Mitterrand, il devient un des piliers du courant rocardien en Bourgogne. Il avait



du monde paysan et de la ruralité une connaissance intime et de longue main, non seulement du fait de sa profession, mais aussi parce que son père et son grand-père avaient été présidents de la Chambre d'agriculture. Vite, il gagne des mandats électifs dans des secteurs jusque-là dominés par la droite : conseiller général en 1976, député en 1981. Sans abandonner Michel Rocard, il noue des liens avec François Mitterrand, sensible à son enracinement bourguignon et à sa jovialité, et se définit même comme "spécimen rocardien-mitterrandiste". Bon vivant, grand chasseur devant l'Eternel, "Fanfan", comme nous l'appelions, était un élu de terrain comme on n'en fait plus guère. En 2002, Lionel Jospin le nommera quelques semaines ministre de l'Agriculture lorsque Jean Glavany quittera ces fonctions pour diriger la campagne présidentielle : le graal, pensait-il, pour un "petit vétérinaire de province"... Il quittera en 2008 l'Assemblée nationale pour le Sénat où il sera régulièrement réélu : au Palais du Luxembourg, il présidait le groupe "macroniste" et témoignait, à l'égard de l'actuel chef de l'Etat, de cette qualité foncière qu'il avait toujours manifestée dans sa vie publique : la fidélité. A sa famille et à ses proches, nous adressons nos condoléances émues.

Charles Josselin ou « la Bretagne en haut à gauche »



Lorsqu'aux élections législatives de mars 1973, dans la circonscription de Dinan (Côtes-du-Nord), Charles Josselin bat de 51 petites voix le cacique de la IV^e République qu'était René Pleven, c'était le signe annonciateur d'un changement d'époque. Venu à la politique par le militantisme étudiant au sein de l'UNEF (il fût vice-président chargé des questions internationales en 1960), il rejoint au milieu des années 60 la Convention des Institutions républicaines de François Mitterrand, puis le Parti socialiste en 1971, tout en militant au sein du Club des Bonnets rouges pour « la conversion au socialisme du régionalisme breton et à la régionalisation des socialistes bretons [1] ».

Après les législatives, Charles Josselin enchaîne les « premières » : en septembre 1973, il est élu conseiller général (un mandat qu'il conservera jusqu'en 2015 !) puis en mars 1976, à 38 ans, président du conseil général (c'est d'ailleurs sous son impulsion que le nom du département deviendra les Côtes d'Armor), personnifiant avec Marie Jacq (Finistère) et Yves Le Foll (Saint-Brieuc) le basculement à gauche de la Bretagne, bientôt rejoints par Louis Le Pensec (Finistère) et Jean-Yves Le Drian (Morbihan). Il prend une part active dans le BREIS (bureau régional d'études et d'informations socialistes) et, lors du congrès de Metz, rejoint le courant de Michel Rocard avec la plupart des parlementaires bretons, marqués par le discours du congrès de Nantes (1977) sur les deux cultures : pour la Bretagne, décentralisation, reconnaissance des identités culturelles régionales, innovation sociale et économique sont des idées qui résonnent. En 1977, il est élu maire de sa commune natale de Pleslin-Trigavou et après le naufrage de l'*Amoco Cadiz* en 1978, il sera un des fédérateurs du combat des élus bretons.

S'il est battu aux législatives de 1978, il retrouve son siège en juin 1981, le PS emportant les cinq circonscriptions du département. Il entre pour la première fois au gouvernement en novembre 1985, comme secrétaire d'Etat aux transports, puis en avril 1992 comme secrétaire d'Etat à la Mer (Bernard Cazeneuve, futur Premier ministre, a été son chef de cabinet). Un des rares rescapés des législatives de 1993, il est réélu aisément en juin 1997. Il devient secrétaire d'Etat, puis ministre délégué, à la coopération et à la francophonie. Les règles de non-cumul fixées par Lionel Jospin le conduisent à passer le relais, et après un bref intermède au Sénat entre 2006 et 2008, il ne détient plus de mandat national après cette date.

Charles Josselin, qui vient de nous quitter le 1^{er} septembre à 88 ans, était un élu de terrain profondément enraciné et chaleureux, à la parole rare et donc écoutée, très attaché à la dimension européenne et internationale du socialisme. Nous exprimons à sa famille et à ses proches nos sincères condoléances.

[1] Notice MAITRON sur Charles Josselin, par François PRIGENT

**Notre podcast "Ce que des
jeunes aujourd'hui nous disent
de Michel Rocard et des**

rocardiens" est désormais en ligne

En juin 2026, dans le cadre de l'assemblée générale annuelle de l'association, quatre jeunes gens qui, à partir de démarches très différentes, ont travaillé récemment sur Michel Rocard nous disent ce qu'il représente pour leur génération.

Intervenants : Maximilien Poulain ; Florent Infanti ; Matthieu Cabanis ; Eyméric Job.



"Ce que des jeunes nous disent aujourd'hui de Michel Rocard et des rocardiens"

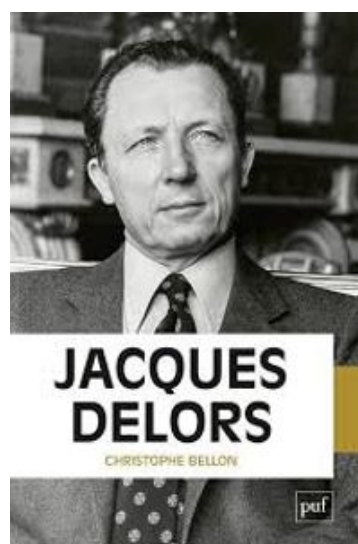
Discussion avec

• Maximilien POULAIN et Florent INFANTI, qui ont participé à la sélection des textes du recueil "Je rêve d'un pays où l'on se parle à nouveau"

• Matthieu CABANIS, auteur de "La Galaxie rocardienne"

• et Eyméric JOB, porte-parole de la promotion Michel-Rocard des administrateurs des affaires maritimes

[Pour écouter le podcast, cliquer ici](#)



Une biographie de Jacques Delors

Christophe Bellon, historien et grand spécialiste d'Aristide Briand et de Waldeck-Rousseau, publie une petite biographie d'un autre éminent acteur de la « deuxième gauche » politique et syndicale : Jacques Delors. C'est le premier ouvrage scientifique notable sur celui qui a été ministre de l'Economie et des Finances puis président de la commission européenne.

Christophe BELLON, *Jacques Delors*, Presses universitaires de France, Paris, 2026, 256 p., 16€

"Nous sommes faits de mots", le nouveau livre de Jean-Pierre Sueur

« Au commencement était le Verbe » : si l'apophtegme n'avait pas déjà illustré le prologue de l'Évangile de Jean, il aurait pu servir de titre au dernier ouvrage de Jean-Pierre Sueur « *Nous sommes faits de mots* » ... Mais évidemment, l'auteur, dont un des premiers engagements fut la présidence de la Jeunesse étudiante chrétienne (JEC), est un trop fin connaisseur des Écritures pour tomber dans le panneau. Pourtant, c'est bien le rapport des mots à l'essence des êtres et des choses qu'il explore dans ce livre, sous-titré « Politique et poésie ». Bien sûr, la politique - que Jean-Pierre Sueur a pratiqué à tous les niveaux : maire, député, sénateur, ministre - est très présente dans cet ouvrage à travers de multiples anecdotes savoureuses sur les rapports qu'elle entretient avec les mots, pour séduire, convaincre, entraîner, dissimuler parfois, avec ses expressions toutes faites, « les mots de la tribu » qui permettent de s'identifier, et ceux qui subliment la « vanité des vanités ». Mais il n'y a pas que la politique dans la vie, et l'auteur n'oublie

Jean-Pierre Sueur

**Nous sommes
faits de mots**

Politique
& poésie



ni le normalien, ni le professeur de linguistique qu'il a été, ni le spécialiste de Péguy qu'il est toujours. A travers 16 chapitres, d'un ton alerte et enlevé, il nous conduit dans un entrelacs de souvenirs, de références poétiques, d'étonnements sur la façon dont les mots structurent notre perception du monde. Les deux derniers chapitres, plus denses, plus déliés, sont un dialogue personnel et philosophique, politique et poétique entre « Lui » et « Elle », « écrit, dit l'auteur, en pensant à Ma nuit chez Maud », mais qui aurait pu tout autant être inspiré par Diderot et ses *Entretiens avec la Maréchale de **** ou son *Supplément au voyage de Bougainville*. Après *Une journée singulière. Autopsie politique* (Odile Jacob, 2024), cette incursion littéraire et poétique dont Jean-Pierre Sueur nous dit qu'elle le dispense d'écrire des mémoires nous renvoie à quelques questions essentielles de toute existence humaine : à la fois l'incarnation par le Verbe et une sorte de monisme de la chose et du mot qui la désigne. Aussi bien, « par le pouvoir d'un mot, je recommence ma vie » ... Comme aurait dit Georges Pompidou, « c'est de l'Éluard ».

Jean-François MERLE

Jean-Pierre SUEUR, *Nous sommes faits de mots. Politique et poésie*, Odile Jacob, Paris, 2026, 200 p., 21€90

3 courtes vidéos pour raconter Michel Rocard récemment mises en ligne

A l'occasion du dixième anniversaire de la disparition de Michel Rocard, l'association a fait réaliser trois courtes vidéos destinées aux réseaux sociaux, pour illustrer trois caractéristiques majeures de la personnalité de Michel Rocard : une autre façon de faire de la politique, un gouvernant réformateur, un modernisateur du socialisme. Voici les liens vers ces vidéos.



Une autre façon de faire de la politique

Le temps des réformes

Le modernisateur du socialisme

"Le Matrimoine" reçoit le prix spécial du jury du livre de l'économie sociale et solidaire

L'ouvrage de Scarlett WILSON-COURVOISIER : *Le Matrimoine, Ce que*

nous ont transmis les pionnières de l'ESS (1830-1999) a reçu le 17 septembre le prix spécial du jury du prix du livre de l'économie sociale et solidaire : « Il nous paraissait essentiel de mettre « Le Matrimoine » à l'honneur pour rappeler le rôle fondateur de ces femmes dans et pour l'ESS. Elles ont d'ailleurs peut-être à leur manière contribué à l'existence des deux autres ouvrages récompensés », commente René Carel, président du jury et président de la Caisse de Crédit Mutuel d'Ile-de-France. Nous adressons à l'autrice nos chaleureuses félicitations.

2 volumes, 502 p., Meylan, Éditions Campus Ouvert, 2025, 36€



Une date, un moment

Encadrer, réguler et promouvoir le renseignement : Michel Rocard et la DGSE

Si ça vous amuse. Chronique de mes faits et méfaits (Flammarion, 2010), le titre des mémoires de Michel Rocard, vient d'une phrase de François Mitterrand. C'est la réponse que le président fit à son Premier ministre lorsque celui-ci lui soumit son projet de réformer le système français de renseignement. La formule résume le sujet : un chef de gouvernement socialiste s'est saisi d'un domaine que sa famille politique tenait à distance, et il l'a fait avec l'indifférence de l'Élysée pour seul appui.



Rocard occupe une place à part dans l'histoire administrative du renseignement français. Claude Silberzahn, directeur général de la DGSE (Direction de la sécurité extérieure) de 1989 à 1993, le décrit comme le seul Premier ministre à avoir porté au sujet une attention très suivie (*Au cœur du secret. 1500 jours aux commandes de la DGSE, 1989-1993*, Fayard, 1995, avec Jean Guisnel). On peut délimiter trois axes d'analyses : sa vision du renseignement, sa place dans la tradition socialiste, et ses préconisations.

1. Une fonction d'État à normaliser

Rocard a d'abord connu les services par le mauvais bout. Dirigeant du PSU (Parti socialiste unifié), opposant à la guerre d'Algérie, il voyait dans les Renseignements généraux, selon ses propres termes, « un très fort et très méchant instrument de pouvoir entre les mains de la droite » (entretien de 2007 cité par Floran Vadillo). Cette hostilité de départ contient l'intuition qui l'a guidé ensuite : le renseignement est un instrument de pouvoir, donc un objet politique, donc un

objet à diriger et à encadrer.

À Matignon, il traite le renseignement comme une fonction régaliennne ordinaire. Sa formule la plus reprise date de mars 2008 : le renseignement est « l'un des investissements les plus rentables de l'État [...] l'une des fonctions fondamentales de la sécurité nationale de tout État de droit et constitue une condition nécessaire à la prospérité du pays ». L'argument est double : utilité pour la décision publique, et compatibilité avec l'État de droit.

Dans l'entretien accordé à Franck Bulinge en mars 2008 et publié après sa mort sous le titre « Il y a un manque de culture politique en France sur le renseignement » (*Hermès, La Revue*, n° 76, 2016), Rocard décrit un métier déconsidéré par le reste de l'appareil d'État, à commencer par la diplomatie. Il critique un recrutement à dominante militaire et, selon son mot, « ségrégative ». Pour lui, le retard français est d'abord culturel et politique, avant d'être technique ou budgétaire.

Le même entretien livre ses positions de méthode :

- séparer la collecte de l'analyse, les agents qui traitent le fait brut devant rester distincts de ceux qui l'interprètent ;
- placer l'analyse près du chef du gouvernement, au Secrétariat général de la défense nationale à défaut de mieux, ou à un second étage clairement identifié au sein de la DGSE ;
- livrer au décideur politique une mise en contexte et des hypothèses de suivi, plutôt que la matière brute ;
- corriger le rattachement de la DGSE au ministère de la Défense, qu'il tenait pour une erreur ;
- tenir compte des biais d'analyse propres au Quai d'Orsay.

2. La vision socialiste : de la dissolution à l'encadrement

Le Programme commun de la gauche prévoyait la suppression du SDECE (Service de documentation et de contre-espionnage). En 1981, l'arrivée de la gauche ouvre une crise de confiance avec les services : départ d'Alexandre de Marenches, soupçon de pénétration soviétique, traitement de la source *Farewell* confié à la DST (Direction de la surveillance du territoire) plutôt qu'au SDECE, transformation de ce dernier en DGSE en 1982. La dissolution annoncée n'a pas eu lieu : l'appareil a résisté et les décrets de 1982 ont confirmé les prérogatives de la DGSE et de la DST. (Roger Faligot, Jean Guisnel et Rémi Kauffer, *Histoire politique des services secrets français*, La Découverte.)

Deux épisodes forment la doctrine socialiste en creux. L'affaire du *Rainbow Warrior* (1985) révèle le coût politique d'une action clandestine mal maîtrisée. Les écoutes de la cellule de l'Élysée, pratiquées de 1983 à 1986 et jugées en 2005, révèlent le risque d'un usage privé des moyens de l'État. La gauche apprend que la défiance de principe laisse le champ libre aux pratiques informelles, et que seule une règle écrite protège.

Rocard relève de la « deuxième gauche », attachée aux procédures et aux contre-pouvoirs. Sa réponse aux deux dérives est institutionnelle : une base légale, un contrôle indépendant, une

chaîne de commandement lisible. Elle s'oppose à la pratique mitterrandienne du domaine réservé et des réseaux personnels.

Les travaux de Floran Vadillo (« Michel Rocard et la primoministériation du renseignement », *La Revue administrative*, n° 369, 2009) montrent que la réforme sert aussi une stratégie de pouvoir. Écarté des affaires étrangères par Mitterrand et Roland Dumas, Rocard reprend pied par le renseignement, que le droit rattache au Premier ministre. Gilles Ménage, directeur de cabinet du président, a jugé la démarche technocratique et le comité sans effet. Souci de moralisation et reconquête d'influence marchent ensemble.

La ligne rocardienne se prolonge dans l'essai de Jean-Jacques Urvoas et Floran Vadillo, *Réformer les services de renseignement français* (Fondation Jean-Jaurès, 2011), puis dans la loi du 24 juillet 2015. Rocard fut l'une des premières personnes auditionnées par Urvoas, rapporteur du texte, et cosigna avec lui une tribune dans *Le Monde* le 24 juin 2015, « Notre projet de loi encadre le renseignement et renforce l'état de droit ».



3. Ce qu'il a fait, ce qu'il préconisait

Rocard appelle à son cabinet Rémy Pautrat, préfet et directeur de la DST de 1985 à 1986, d'abord conseiller technique puis conseiller pour la sécurité. La nomination fut mal reçue à l'Élysée, où Pautrat passait pour un proche du président.

Le décret n° 89-258 du 20 avril 1989 réactive le Comité interministériel du renseignement, prévu par l'ordonnance du 7 janvier 1959 et tombé en sommeil. Le comité élabore un plan national de

renseignement soumis à l'approbation du président de la République et s'appuie sur des groupes de travail présidés par le Premier ministre ou son cabinet. Rocard impose par ailleurs une réunion mensuelle des chefs de service. L'objectif est explicite : l'orientation de la recherche doit venir du niveau politique plutôt que des seuls services.

Claude Silberzahn est nommé directeur général en mars 1989. Il rencontre le Premier ministre deux fois par mois, contre une seule rencontre avec le président. Rocard valide et finance un plan quinquennal de développement, soutient un recrutement élargi et l'amélioration du renseignement technique. Il se rend boulevard Mortier en décembre 1988, puis en août 1990 pour y présenter ce plan.

Après la condamnation de la France par la Cour européenne des droits de l'homme (arrêts *Kruslin* et *Huvig*, 24 avril 1990), le gouvernement Rocard prépare le texte qui deviendra la loi n° 91-646 du 10 juillet 1991 relative au secret des correspondances émises par la voie des télécommunications. Le projet est déposé au nom du Premier ministre ; la loi est promulguée sous Édith Cresson. Elle crée la Commission nationale de contrôle des interceptions de sécurité (CNCIS), première autorité administrative indépendante chargée en France de contrôler une activité de renseignement. Pautrat informait Rocard des activités de la cellule élyséenne bien avant le scandale : la réforme a donc été engagée en connaissance de cause, au risque d'indisposer le président.

Le conflit de 1990-1991 met au jour la dépendance française à l'égard du renseignement américain, en particulier spatial. Les archives du cabinet Rocard conservent ce constat, ainsi que les tensions avec Washington nées de la surveillance d'entreprises américaines par la DGSE. Ce diagnostic nourrit la création de la Direction du renseignement militaire en 1992 et les programmes satellitaires français.

Les préconisations :

- Rocard souhaitait un cadre légal explicite. Il tenait la loi pour le garant commun des libertés publiques et de l'efficacité des services. La loi de 1991 en est la première application ; son soutien public au texte de 2015 en est la confirmation tardive.
- Il voulait un contrôle indépendant puis parlementaire. La CNCIS, dotée d'un pouvoir d'autosaisine, de recommandation et de dénonciation au parquet, constitue le modèle. Rocard a ensuite soutenu le contrôle parlementaire, institué par la loi du 9 octobre 2007 créant la délégation parlementaire au renseignement.
- Pour fixer les objectifs, la mise en forme d'une direction politique de la recherche. Un plan national, des priorités fixées par l'exécutif, une réunion régulière des chefs de service, un arbitrage à Matignon appuyé sur le SGDN (Secrétariat général de la Défense et de la Sécurité nationale).
- Instaurer une meilleure séparation de la collecte et de l'analyse, avec un échelon d'analyse rattaché au Premier ministre.
- Réaliser des investissements de long terme : moyens techniques, recrutement civil élargi, autonomie satellitaire, protection du chiffrement (loi de décembre 1990 soumettant les systèmes de cryptage commercialisés en France à autorisation préalable).
- Construire une culture du renseignement : enseignement, recherche universitaire, débat public, fin de la disqualification morale du métier.
- La reconnaissance de l'importance du renseignement économique comme mission de plein exercice, orientation que Rémy Pautrat a prolongée après 1991 dans le champ de l'intelligence économique.

L'apport de Rocard tient en deux gestes complémentaires. Il a rendu au Premier ministre une compétence que le droit lui attribuait depuis 1959 et que la pratique lui avait retirée. Il a soumis pour la première fois une technique de renseignement au contrôle d'une autorité indépendante. La CNCIS de 1991 a servi de matrice à la CNCTR (La Commission Nationale de Contrôle des Techniques de Renseignement) de 2015 ; le comité interministériel de 1989 préfigure le Conseil national du renseignement et le coordonnateur national mis en place après le Livre blanc de 2008.

Les limites sont aussi nettes. Une partie des acteurs de l'époque a jugé le comité interministériel formel et peu productif. La réforme reposait sur l'attention personnelle du Premier ministre et s'est affaiblie après son départ, en mai 1991. Le contrôle parlementaire qu'il appelait de ses vœux a attendu 2007, et le cadre légal général du renseignement a attendu 2015. Rocard résumait lui-même cette inertie par un diagnostic: le manque de culture politique française en matière de

renseignement.

Florent INFANTI

Chercheur en sciences politiques

Sources principales

Ouvrages et témoignages

Michel ROCARD, *Si ça vous amuse. Chronique de mes faits et méfaits*, Flammarion, 2010.

Claude SILBERZAHN (avec Jean GUISNEL), *Au cœur du secret. 1500 jours aux commandes de la DGSE (1989-1993)*, Fayard, 1995.

Roger FALIGOT, Jean GUISNEL, Rémi KAUFFER, *Histoire politique des services secrets français*, La Découverte.

Jean-Jacques URVOAS et Floran VADILLO, *Réformer les services de renseignement français : efficacité et impératifs démocratiques*, Fondation Jean-Jaurès, 2011.

Jérôme POIROT et alii, *Le renseignement français en 100 dates*, Perrin, 2021 (notices du 20 avril 1989 et du 10 juillet 1991).

Entretiens et articles

Michel ROCARD, « Il y a un manque de culture politique en France sur le renseignement », entretien avec Franck Bulinge (mars 2008), *Hermès, La Revue*, n° 76, 2016.

Floran VADILLO, « Michel Rocard et la primoministériation du renseignement », *La Revue administrative*, n° 369, 2009.

Floran VADILLO, *Les socialistes et les services de renseignement et de sécurité de 1981 à 2007*, mémoire de master 2, université Bordeaux 3, 2008.

Jean-Jacques URVOAS et Michel ROCARD, « Notre projet de loi encadre le renseignement et renforce l'état de droit », *Le Monde*, 24 juin 2015.

Textes et archives

Ordonnance n° 59-147 du 7 janvier 1959, article 13.

Décret n° 89-258 du 20 avril 1989 fixant la composition et les attributions du comité interministériel du renseignement.

CEDH, *Kruslin c. France* et *Huvig c. France*, 24 avril 1990.

Loi n° 91-646 du 10 juillet 1991 relative au secret des correspondances émises par la voie des télécommunications.

Loi n° 2007-1443 du 9 octobre 2007 portant création d'une délégation parlementaire au renseignement.

Loi n° 2015-912 du 24 juillet 2015 relative au renseignement.

Archives nationales, fonds du cabinet de Michel Rocard, dossiers de Rémy Pautrat, conseiller

technique puis conseiller pour la sécurité (1984-1991).

[🔗 Sur notre site, la tribune cosignée avec Jean-Jacques Urvoas dans "Le Monde" en 2015](#)

[🔗 Sur notre site, une interview de Michel Rocard en 2016 sur la réforme des services secrets](#)

Michel Rocard et Édouard Balladur : un affrontement respectable

Alors que j'interviewais Edouard Balladur il y a trois ans pour lui parler de la deuxième cohabitation, il me dit toute l'estime qu'il avait pour Michel Rocard. Alors que les deux hommes étaient de bords tout à fait opposés, ils incarnaient une vie politique où l'on pouvait encore assumer des clivages clairs sans pour autant tomber dans l'excès verbal. Les deux hommes se sont d'ailleurs affrontés en 1987 dans un "Questions à domicile" de très haute tenue que vous pouvez retrouver sur notre site.



Edouard Balladur est décédé au début du mois à l'âge de 96 ans et il reste, comme Michel Rocard, un destin de Premier ministre contrarié, ayant échoué à accéder à l'Elysée.

Si les deux hommes partagent cela, ils présentent néanmoins des profils très différents. Lorsqu'Edouard Balladur accède à Matignon en mars 1993, il va vite trouver devant lui un Michel Rocard qui, malgré sa défaite aux législatives de 1993, n'entend pas renoncer à son travail de reconstruction de la gauche post-mitterrandienne. Le maire de Conflans-Sainte-Honorine prend quelques semaines plus tard la tête du PS et entérine la reconstruction du parti avec les Etats-généraux de juin 1993, puis le congrès du Bourget en octobre de la même année.

Malgré des allures consensuelles, le gouvernement Balladur montre vite que la droite garde ses priorités et réouvre la querelle scolaire avec la réforme de la loi Falloux pour favoriser le financement public de l'enseignement privé confessionnel. La gauche républicaine et attachée à la laïcité se lève alors comme un seul homme et Michel Rocard est en tête des cortèges. Il s'oppose aussi au contrat d'insertion professionnelle (CIP) qui contribue à la précarité des plus jeunes. Face à un gouvernement qui paraît bien timide sur le plan social, Michel Rocard se veut aussi visionnaire et rappelle dans chacune de ses interventions qu'il souhaite le passage aux 35h de travail par semaine mais sur une base négociée par branche d'entreprise.

On peut revoir avec profit le 7/7 de juillet 1993 sur notre site dans lequel Michel Rocard s'oppose au gouvernement Balladur.

Pierre-Emmanuel GUIGO

membre du conseil scientifique de MichelRocard.Org.

[🔗 Michel Rocard à 7/7 en juillet 1993 s'oppose au gouvernement Balladur](#)

[🔗 Questions à domicile 1987](#)

Parcours rocardien

Richard Yung, ou la planète rocardienne

Je fais connaissance avec la France à l'âge de 20 ans, ayant passé toute ma jeunesse en Afrique, Madagascar et en Angleterre. C'est en 1967 et je dois m'adapter.

Je n'ai aucune culture politique mais je suis persuadé que la grande ambition pour nous, c'est de construire une Europe unie, fédérale. Je m'inscris au Mouvement fédéraliste européen, qui me paraît le plus proche de cet idéal et j'ai le plaisir de rencontrer des personnalités comme Altiero Spinelli, Henri Cartan, Alexandre Marc, Guy Héraud, Jean Pierre Gouzy. Nous militons pour un parlement européen élu au suffrage universel direct et pour des listes politiques transnationales. Le premier objectif sera atteint en 1979 mais on attend toujours le second.



Peu de temps après, nous vivons les événements de mai 68 et je m'engage dans le comité de grève de la Faculté Panthéon-Sorbonne. Notre commission "réforme des universités" travaille ferme et sérieusement sur un projet d'autonomie des universités. Grâce au recteur Alliot qui a participé à nos travaux, elle servira de base à la loi d'orientation de l'enseignement supérieur, dite loi Edgar Faure, qui instaure l'autonomie des universités, la participation de tous à leur gestion, la création des enseignants-chercheurs. On retrouve déjà là les grands principes rocardiens de la délégation, de la confiance, du réalisme.

Assez naturellement je rejoins le PSU avec celle qui deviendra mon épouse, Aude, dans la section du 14^{ème}. C'est une section très intellectuelle, avec de grands débats sur l'autogestion, la révolution, l'union avec le PC... Nous y avons toutes les tendances : "Vive la Révolution" (mao-libertaire), la « Gauche ouvrière et paysanne » menée par Marc Heurgon, plusieurs variétés trotskystes qui étaient majoritaires à la Fédération de Paris, mais, pour ma part, je soutiens l'orientation courageuse de Michel Rocard pour son goût de la vérité, de la responsabilité. Ces années seront d'excellentes années de formation.

Pour être plus proche de la réalité étudiante, je milite à la MNEF (Mutuelle générale des étudiants de France) et m'occupe des centres de vacances, un en Corse, l'autre en Tunisie où nous proposons des séjours à prix modérés. Cela nous permet aussi de faire de l'encadrement politique et du recrutement pour le PSU. En Tunisie, nous servons de boîte à lettres pour les mouvements qui combattent le Néo-Destour et la dictature tranquille de Bourguiba. Nous serons ainsi en contact avec le groupe Perspectives (mao-trotskyte) qui finira en prison et devant la Cour de sûreté de l'Etat et l'un de ses dirigeants, Gilbert Naccache que nous suivrons de prison en prison à travers toute la Tunisie.

En 1971, nous nous marions et partons pour la Côte d'Ivoire où je fais mon service militaire en coopération. Retour en 1973, et nous adhérons à la 7^{ème} section du PSU dirigée par Louis Jouve. Ambiance de grande camaraderie et bon travail militant avec les Plegat, Carmen Carmona et tant d'autres, dont les avocats Yves Deschezelles et Maurice Buttin. A l'élection présidentielle de 1974, la majorité du PSU décide de soutenir la candidature de François Mitterrand mais une partie de la section préfère celle de Charles Piaget, le leader des LIP. Ce sera le début d'une séparation (triste) mais qui permettra de refaire l'unité des socialistes à travers le grand mouvement des Assises du socialisme qui, fin 1974, regroupe de nombreux militants du PSU, de la CFDT et du monde syndical, des associations. Ce sera néanmoins une demi-déception : la fracture du Congrès de Tours ne se referme pas puisque le PC restera en dehors et que l'accueil au PS est mitigé, les mitterrandistes se méfiant de cette deuxième gauche et des idées autogestionnaires.



En campagne pour le PS en 1981

L'échec du conseil national d'Orléans nous amène à quitter le PSU pour la 7^{ème} section du PS, dirigée par Françoise Seligmann, où l'accueil est effectivement frais. C'est l'occasion de se rapprocher du courant Mauroy qui est proche de nos idées, mais l'idée de refonder un "nouveau" parti socialiste et de le rapprocher des mouvements syndicaux et associatifs ne se concrétisera pas. Aucune remise en cause de la ligne d'Épinay et de l'Union de la gauche (c'est-à-dire avec le PC) qui restent gravées dans le marbre sur lequel veillent les vestales du courant Mitterrand et du CERES.

C'est une époque où tout rocardien digne de ce nom fait de la voile, et Alain Rannou qui est par ailleurs le seul ancien du PSU permanent du PS nous initie à la navigation en Bretagne.

Un peu plus tard, la famille s'étant agrandie (deux enfants) nous déménageons dans le 14^{ème} et rejoignons la section PS de Montsouris, tenue par le CERES, avec Marc Chavardes puis Richard Topol comme secrétaires. Les réunions au local de la rue Pernety sont très enfumées et assez musclées sur bon nombre de questions comme les nationalisations, la planification, l'autogestion, le soutien aux militaires portugais qui viennent de faire la Révolution des œillets...

Je deviens membre du bureau de la Fédération de Paris qui avait comme Premier secrétaire Christian Pierret. Les débats y sont aussi musclés entre les tenants du jacobinisme, du Programme commun et nous qui incarnons une approche décentralisée. J'y retrouve Bertrand Delanoë, Lionel Jospin, Nicole Bricq, Paul Quilès et tant d'autres qui auront par la suite des responsabilités importantes. Mes compagnons rocardiens : Alain Hubert, Jacques Bravo, Yves Peccia-Galletto, Danièle Hoffman, Gilbert Mathieu. C'est une bonne équipe mais elle ne s'impose guère au niveau national dans le courant Rocard, sans doute parce que nous ne pesons pas en termes de vote de Congrès et d'élus.

Gros travail militant au niveau local et parisien. On se demande comment nous pouvions tenir avec plusieurs réunions en semaine le soir, des responsabilités professionnelles assez lourdes, deux enfants à élever...

En 1979, nous vivons intensément le Congrès de Metz qui marque la rupture entre François Mitterrand et Michel Rocard. Le débat sera très houleux et agressif, en particulier sur l'Union de la Gauche défendue par le premier et l'Union des forces populaires par le second. Pas de synthèse et nous revenons de Metz dans une ambiance morose, dans la voiture de Tony Dreyfus avec un Rocard silencieux qui s'interroge sur la suite. Arrive la campagne présidentielle de 1981 : Rocard s'est désisté pour François Mitterrand à ma grande déception alors même que nous avions commencé à louer des locaux pour son quartier général.

Je me présente à l'investiture à l'élection législative qui suit la victoire de François Mitterrand pour la circonscription de l'est du 14^{ème} et, après de durs affrontements, je l'emporte. Ma candidature ne dure guère car ni les mitterrandistes ni le CERES ne pouvaient l'accepter. Une instruction tombe du ciel et je suis "débarqué", la circonscription étant "réservée" à un gaulliste de gauche. Ce sera Paul Thibaud, de la revue *Esprit*, catholique de gauche. Bien sûr, il sera battu, mais toujours fidèle (j'ai été scout unioniste), je fais sa campagne.

En 1982, le directeur de l'INPI (Institut national de la propriété industrielle), dont j'étais le secrétaire général, est nommé président de la banque Worms qui fait partie des 40 banques nationalisées, cadeau fait au PC.

Georges Vianès me prend comme conseiller chargé entre autres des relations avec la tutelle et le Trésor. Nous peinons à redresser la banque qui a été séparée du groupe Worms (armateur, assurances, pétrole), resté privé. La nationalisation a permis aux actionnaires d'être généreusement rétribués pour une banque qui ne valait plus un sou. Qui a dit que les nationalisations étaient le paradigme d'une politique de gauche ? Le Trésor ne nous aide guère n'ayant aucune stratégie pour "ses" banques nationalisées, sauf à sauver quelques canards boiteux. En 1985, nous sommes "débarqués" en 48 h et la banque est reprise par le groupe de l'UAP dirigé par Yvette Chassagne (première femme préfète).

La vie parisienne devient de plus en plus difficile et je profite d'une occasion pour être recruté, en 1985, comme directeur d'une des organisations des Nations Unies à Genève, Aude devenant la correspondante du journal *Libé* pour la Suisse et les Nations-Unies. Nous nous installons dans le pays de Gex mais faisons une pause en ce qui concerne notre vie militante.

En 1989, l'Office européen des brevets, à Munich, me recrute comme directeur des affaires internationales et nous déménageons pour cette belle ville bavaroise. Une nouvelle vie militante s'ouvre devant nous. D'une part, une association (Association démocratique des Français à l'étranger - ADFE) qui représente les Français expatriés auprès du consulat, de l'ambassade et des pouvoirs publics, dont Aude devient la présidente et d'autre part une section PS dont je m'occupe. Par ailleurs, nous nous inscrivons à la section locale du SPD de notre quartier (le SPD sur Munich, c'est 20000 cartes !).



En campagne avec le SPD à Munich

Nous ferons venir de nombreux responsables socialistes français (ministres, maires...) et Pierre Mauroy, qui tiendra un meeting sur la grand place de Munich avec le ministre-président de Bavière et le candidat SPD à la mairie. Aude est candidate à l'élection municipale sur la liste SPD et nous faisons la campagne à la bavaroise (brasseries et bocks de bière). Il lui manque malheureusement quelques centaines de voix pour être élue.

Un peu plus tard, je suis élu Premier secrétaire de la Fédération des socialistes à l'étranger (FFE) qui est, assez naturellement, très rocardienne : européenne, social-démocrate. Nous sommes une équipe soudée, avec Monique Cerisier ben Guiga, Claudine Lepage, Pierre Yves Leborgn'... Je participe au congrès de Rennes (1990) avec ses affrontements violents, en particulier à l'intérieur du courant ex-mitterrandiste entre partisans de Fabius et de Jospin. Au retour, je reprends le TGV en gare de Rennes et le hasard fait que Pierre Mauroy se trouve dans le même compartiment que moi. A ma grande émotion, je vois qu'il pleure l'unité perdue de son parti et je m'efforce de lui dire que nous le soutenons tous.

Au Congrès de Reims (2008), Martine Aubry est élue Première secrétaire dans des conditions certes un peu discutables mais c'est l'occasion d'élire pour la première fois une femme à cette responsabilité. C'est avec plaisir que je vois la défaite de Ségolène Royal, qui nous avait amené au désastre en 2007 et qui avait montré un profond mépris pour les Français de l'étranger (curieux pour quelqu'un née à Dakar et élevée à l'étranger).

Je ferai plusieurs mandats de Premier secrétaire fédéral, visitant 122 pays (en partie pour mon travail) et lorsque Guy Penne, sénateur et proche de François Mitterrand, se retire, je me porte candidat en septembre 2004. Je suis élu par le collège de 533 grands électeurs et le groupe des sénateurs rocardiens.

Le travail de sénateur des Français de l'étranger est le même que celui de nos collègues de France, à ceci près que nous passons la moitié de notre temps dans les avions à visiter les communautés françaises dans le monde entier. Pendant ces années (je ferai deux mandats de 2004 à 2021), les idées rocardiennes s'imposent progressivement au PS et dans la gauche. Finis les discours enflammés contre le capitalisme, sur les lendemains qui vont chanter, sur l'idéal révolutionnaire. Mais en même temps, nos idées autogestionnaires se fanent et l'on n'en parle plus guère, ce qui est dommage car là était la possibilité de dépasser le libéralisme triomphant et le stalinisme criminel.

En 2017, les vieux sénateurs que nous sommes sont conquis par Emmanuel Macron, ses beaux yeux bleus et sa manière de vous caresser. Avec quelques autres, je quitte le parti socialiste et nous créons un groupe parlementaire « En Marche » qui deviendra RDPI (Rassemblement démocratique, progressiste et indépendant). Tout ce beau travail ne servira à rien et sera gâché quand nous découvrons que Macron n'a rien de socialiste et qu'il n'écoute pas un mot de ce qu'on lui dit. Comme en amour, les désillusions arrivent qui m'éloignent de Macron et je quitte En Marche.

Sans engagement pour la première fois depuis plus de 50 ans, je me retrouve avec plaisir maintenant dans l'action municipale de ma petite ville de Touraine (Noizay, près de Vouvray) où je m'occupe des finances et des ordures.

Pourtant, le grand danger de l'extrême droite française et européenne va nous obliger à reprendre nos bâtons de pèlerins, sans encore savoir aujourd'hui quel candidat nous soutiendrons.

Richard YUNG

Ancien sénateur des Français de l'étranger

blog : www.lemondevudenoizay.fr

Agenda

Du 1^{er} au 3 octobre, retour du festival de la fiction politique à Créteil

Pour la deuxième année, le festival de la fiction politique revient à Créteil organisé par deux membres du conseil scientifique de MichelRocard.org : Sébastien Repaire et Pierre-Emmanuel Guigo. Ce festival intégralement gratuit sera consacré cette année à la Résistance. Il sera ponctué en particulier de 4 avant premières :

-Congo Boy le jeudi 1er octobre

-Les femmes de la station le vendredi 2 octobre

-Un bon petit soldat de Stéphane Brizé le 3 octobre en présence du réalisateur

-Le très attendu Jean Moulin sera diffusé le 13 octobre

Toutes les séances sont présentées et introduites par des spécialistes.

 [Pour télécharger le programme du festival](#)

2 octobre : "60 ans après la Rencontre socialiste de Grenoble"

Souvent appelée "Colloque de Grenoble", la Rencontre socialiste des 30 avril et 1er mai 1966 fut un moment important de la reconstruction de la gauche dans les premières années de la V^{ème} République. Militants politiques, syndicalistes, universitaires, étudiants furent réunis pendant deux jours pour réfléchir aux conditions de la transition vers le socialisme, la démocratie, la question du Plan et du marché ou encore celle de la monnaie. Cette rencontre sera prolongée par des réunions en région, notamment celle au cours de laquelle Michel Rocard présentera "Décoloniser la province". Si Pierre Mendès France fut une référence importante de cette rencontre, Michel Rocard en fut assurément la personnalité émergente.

Pour réfléchir aux enseignements de ce moment et à ce qu'il peut nous dire aujourd'hui, l'Institut Edouard-Depreux et l'Institut Tribune socialiste organise un colloque vendredi 2 octobre, de 10 h à 17 h 30, au Maltais rouge, 40 rue de Malte, 75011 Paris.

 [Pour télécharger le programme du colloque](#)

6 novembre : inauguration de la place Michel-Rocard

L'inauguration de la place Michel-Rocard, à Paris (7ème arrondissement), qui devait initialement avoir lieu fin juin et qui a été différée en raison de la canicule, aura finalement lieu le vendredi 6 novembre à 17 h.



MichelROCARD.org

J'apporte mon soutien financier à l'Association MichelRocard.org

Païement en ligne possible. Vous recevrez un reçu fiscal (66 % de crédit d'impôt)

Convictions, bulletin de l'Association MichelRocard.org

- S'abonner
- Consulter les numéros précédents

Ce courriel a été envoyé à [[EMAIL_TO]], cliquez ici pour vous désinscrire.

Convictions est édité par l'Association MichelRocard.org.

Directeur de la publication : Jean-François Merle.

© MichelRocard.org. Tous droits réservés. Conformément à la loi 2004-801 du 6 août 2004, modifiant la loi 78-17 du 6 janvier 1978, vous disposez d'un droit d'accès, de modification, de rectification et de suppression des données vous concernant. Pour l'exercer, adressez-vous à Association MichelRocard.org (12 Cité Malesherbes - 75009 Paris) ou écrivez à contact@michelrocard.org